

Initiatives ministérielles

Ce refus du fédéral des demandes du Québec est déplorable, car son rôle en ces matières ne rime pas à grand-chose. Il perçoit des impôts, puis les redonne par chèques aux provinces en leur imposant des normes. Avant le référendum, on promettait aux Québécois des changements. On nous faisait miroiter la possibilité de grandes choses. Cette suggestion du Québec constitue une occasion de réaliser ces promesses. Hélas, des promesses, nous sommes passés à des riens.

Le Bloc québécois n'est pas en désaccord avec le redressement des finances publiques. Nous sommes cependant en désaccord avec les moyens qu'utilisent les libéraux pour effectuer ce redressement.

Nous avons toujours demandé au gouvernement de revoir, entre autres, toute la question de la fiscalité afin d'atteindre une forme d'équité fiscale. Loin de répondre à nos revendications, les libéraux poursuivent plutôt en sens contraire, comme je l'ai démontré précédemment.

Mon collègue député de Saint-Hyacinthe—Bagot me faisait remarquer qu'il y a 40 ans, les impôts recueillis par le fédéral provenaient à 50 p. 100 des entreprises et à 50 p. 100 des particuliers. Aujourd'hui, à peine 8 p. 100 des impôts émanent des entreprises, et le reste, soit 92 p. 100, sort de la poche des particuliers. Cette situation est scandaleuse et injuste. Plus scandaleux encore, l'inertie du fédéral à corriger cette situation totalement déséquilibrée.

Mais attention, en plus de ce déséquilibre entre particuliers et entreprises, il existe, au sein même de ces groupes, de grandes injustices et iniquités. Parlant des entreprises, en 1987, le fédéral a publié sa dernière liste de celles qui ne payaient pas d'impôt. On comprend bien que ce fut la dernière, puisque cela devenait gênant pour le gouvernement. Sur cette liste figurait le nom de plus de 90 000 entreprises qui ne versaient pas un sou d'impôt; pas un sou noir. En 1990, selon le ministère des Finances du Canada, 77 000 entreprises rentables échappaient au fisc canadien.

Nous, du Bloc québécois, demandons depuis toujours au fédéral de mettre en place un réel impôt minimum sur les profits des entreprises. Cet impôt minimum n'a pas pour but d'augmenter le fardeau fiscal des entreprises, il vise uniquement les entreprises rentables qui réussissent à éviter de payer un sou d'impôt. Il vise aussi à établir une certaine justice envers les entreprises qui, elles, en bon citoyen corporatif, ne se défilent pas face au fisc mais paient bel et bien des impôts.

La même situation se retrouve chez les contribuables particuliers. Les plus riches peuvent abondamment profiter des trous du système fiscal et aussi des dispositions légales, voire les abris fiscaux, pour se soustraire à l'obligation de participer financièrement aux besoins de l'État. Les petits salariés, la classe moyenne n'ont certes pas les mêmes possibilités d'échappement.

Nous, du Bloc, demandons au gouvernement de procéder à une révision complète de la fiscalité qui aurait pour but de simplifier le système et de restaurer l'équité en éliminant les iniquités fiscales profitant aux grandes entreprises et aux contribuables à revenu élevé. Toute la question des conventions fiscales signées

avec des pays considérés comme des paradis fiscaux est à revoir dans les plus brefs délais. Selon le vérificateur général, plusieurs centaines de millions de dollars échappent au fisc canadien en raison de l'existence de ces conventions fiscales.

Ce sont là des pistes que le ministre des Finances devrait prendre sans hésiter et sans tarder. Le ministre devrait mettre le holà—permettez-moi l'expression—à toutes ces échappatoires fiscales. Mais cela ne semble pas être la volonté du ministre. Le ministre fait des cadeaux en fiducies familiales, en paradis fiscaux et en abris fiscaux de toutes sortes. Le père Noël est rouge et généreux, très libéral en ce domaine.

• (1555)

Faut voir ses origines, il n'arrive pas du pôle Nord, comme tout le monde pourrait le croire, mais plutôt du pôle Power Corporation. Je crois bien que cela influence un peu notre ministre dans ses intentions et ses décisions.

Il existe d'autres avenues que nous avons proposées au gouvernement fédéral. Nous lui suggérons d'effectuer des coupures supplémentaires de 1,5 milliard de dollars dans l'enveloppe budgétaire annuelle consacrée au ministère de la Défense, et ce, dès l'année prochaine. Le Bloc québécois, en raison du fait que le Québec ne reçoive que 17,4 p. 100 des dépenses de la Défense nationale, exige que les coupures soient effectuées de façon à ce qu'en bout de ligne, le Québec obtienne 25 p. 100 des dépenses de la Défense.

Et que penser du projet Hibernia, dans lequel le fédéral englutit, année après année, plusieurs centaines de millions de dollars? Nous demandons au gouvernement de se retirer de ce gouffre financier.

Enfin, il faut à tout prix que le gouvernement fédéral et particulièrement son ministre des Finances écoute la population. Sortez de votre coquille et mettez-vous au diapason de la réalité. Les provinces, le Québec entre autres, et les citoyens vous parlent et vous demandent des choses raisonnables et tout à fait sensées. Écoutez et bougez. Cessez de feindre, de faire semblant, tout bêtement, dans le but de maintenir le régime fédéral qui ne tient plus la route et ne colle plus à la réalité.

[Traduction]

M. Maurizio Bevilacqua (secrétaire parlementaire du ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, un budget reflète les priorités de la société. De là l'importance du processus de consultation prébudgétaire. C'est une occasion pour les Canadiens de faire valoir leur point de vue. À partir de ces opinions et des principes qui guident notre gouvernement, nous pouvons déterminer la meilleure voie à suivre.

Le processus de consultation s'est avéré nettement supérieur aux anciennes façons de faire. Auparavant, la voie qui menait au budget était obscure et secrète. Les Canadiens avaient l'impression que les groupes d'intérêts spéciaux avaient à leur disposition des moyens pour faire valoir leurs opinions, mais que le processus était fermé pour la population en général. Les Canadiens ne pouvaient pas contribuer à cette partie essentielle du